

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commande entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché d'assistance à
maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une cartographie des risques
déontologiques - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Afin de poursuivre la rationalisation de leurs achats et de bénéficier d'économies d'échelle et en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une cartographie des risques déontologiques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordinatrice du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive d'un groupement de commandes relative à la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une cartographie des risques déontologiques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de groupement.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265562-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**CONVENTION DE GROUPEMENT DE
COMMANDES ENTRE LA VILLE DE
MONTPELLIER ET MONTPELLIER
MEDITERRANNE METROPOLE**

Coordonnateur : Montpellier Méditerranée métropole

Intitulé du marché : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une cartographie des risques déontologiques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée métropole

Entre

Montpellier Méditerranée métropole, représentée par Joël RAYMOND, vice-président, agissant en vertu de la décision n° en date du

ET

La Ville de Montpellier, représentée par Michel ASLANIAN, adjoint au Maire, agissant en vertu de la délibération n° du Conseil municipal en date du

Il est convenu ce qui suit :

Preamble

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, il a été décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais de la présente convention constitutive d'un groupement de commandes.

Article 1 - Objet de la convention constitutive du groupement

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes, en vue de la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une cartographie des risques déontologiques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée métropole, lancée pour le compte des membres du groupement.

La présente convention organise la définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué.

L'étendue du groupement issu de la présente convention est la suivante : le coordonnateur assurera la passation et l'attribution du marché mais également sa notification et signature pour le compte de l'ensemble des membres du groupement. Le coordonnateur transmettra à chacun des membres du groupement une copie de l'ensemble des pièces du marché. Chaque membre devra ensuite s'assurer de sa bonne exécution.

Article 2 - Définition des besoins et engagement des membres

Sous réserve des dispositions de l'article 3.4 de la présente convention, une fois la procédure de passation lancée, chaque membre du groupement s'engage à exécuter avec le candidat retenu, à hauteur de ses besoins propres, le marché résultant du présent groupement.

Article 3 - Fonctionnement du groupement

Article 3.1 - Désignation du coordonnateur du groupement

Montpellier Méditerranée métropole est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement au sens de l'article L. 2113-7 du code de la commande publique.

Le coordonnateur sera chargé à ce titre de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence et de désigner l'attributaire du marché.

Plus précisément, Montpellier Méditerranée métropole, en tant que coordonnateur, est chargée des missions suivantes :

1/ Au niveau de la procédure de passation et d'attribution

- Définir et recenser les besoins auprès des autres membres du groupement,
- Choisir la procédure de passation
- Elaborer les documents de la consultation (avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement, cahier des charges administratives et techniques, pièces financières, etc...) ;
- Procéder aux formalités de publicité et de procédure (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, mise à disposition ou envoi aux entreprises des documents de la consultation, réception et analyse des candidatures et des offres, demande de compléments, négociations le cas échéant, rédaction du rapport d'analyse des offres, envoi des lettres informant les candidats retenus, non retenus, élaboration du rapport de présentation, transmission à la Préfecture (si requis), vérification de la régularité de la situation fiscale, sociale et au regard du droit du travail de l'attributaire du marché, etc...) conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres ;
- Organiser, convoquer et gérer la Commission d'appel d'offres lorsque son intervention est requise ;
- Prendre la décision attribuant le marché et autorisant sa signature ;

2/ après l'attribution du marché

- Signer le marché, le notifier au nom de l'ensemble du groupement ;

3/ au niveau de l'exécution du marché

- Réaliser les avenants ;
- Solliciter les attestations sociales et fiscales semestrielles ;

4/ au titre de l'information

- Centraliser les reconductions ainsi que la résiliation le cas échéant ;
- Centraliser les informations transmises par les membres du groupement sur le marché (problèmes d'exécution, de litiges, de contentieux...) ;
- Transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution du marché pour leurs besoins propres.

Le coordonnateur transmet à chaque membre du groupement copie de l'offre retenue.

Article 3.2 – Obligations des membres du groupement

Les obligations des membres du groupement sont les suivantes :

- En amont de la procédure de passation du marché, communiquer au coordonnateur l'évaluation de leurs besoins, dans le délai imparti par le coordonnateur. A défaut, le lancement de la consultation, faute d'un recensement exhaustif des besoins des membres du groupement, pourrait être durablement retardé et, compte tenu des délais de procédure, mettre en défaut certains membres. Aussi, chaque membre accepte en signant la présente que sa participation au groupement ne soit pas possible s'il n'est pas en mesure, après sollicitation en ce sens du coordonnateur, de lui communiquer cette évaluation précise ;
- Respecter le choix du titulaire du marché correspondant à ses besoins propres tels que déterminés dans son état des besoins ;
- S'engager à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution du marché, et à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution du marché, que cette exécution soit à la charge du coordonnateur ou de chacun des membres pour la part qui les concerne ;

Chaque membre exécute administrativement, techniquement et financièrement le marché pour la part qui le concerne, à hauteur de ses besoins, c'est-à-dire notamment :

- passation des commandes, ordre de service, gestion des modifications du contrat (avenants, sous-traitance, ..), reconductions éventuelles ;
- exécution financière du contrat (attestation service fait, règlement des factures, gestion des avances et cessions de créances, révisions de prix, etc..) ;
- sollicitation périodique et jusqu'à la fin de l'exécution du marché des attestations de régularité sociale, fiscale et au regard du droit du travail du titulaire ;
admission des prestations et fournitures, réception des travaux, gestion de tout litige ou contentieux avec le titulaire du marché, y compris résiliation du marché.
- communiquer au coordonnateur les informations relatives aux problèmes d'exécution, de litiges, de contentieux et les dispositions prises (mise en demeure, application de pénalités, résiliation, etc..) afin de recueillir d'informations.

Article 3.3 – Adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes par signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance dirigeante ou

décision. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

L'adhésion d'un nouveau membre au groupement de commandes est possible sous réserve d'une délibération / décision de chacun des membres initiaux et un acte (décision / délibération) du nouveau membre en ce sens. Toutefois, au regard de l'obligation de définir précisément la nature et l'étendue des besoins préalablement à la passation du marché ou de l'accord-cadre, l'adhésion d'un nouveau membre ne peut être réalisée qu'à l'occasion de la passation d'un nouveau marché par le groupement, et non pour les marchés qui seraient éventuellement en cours de passation ou d'exécution.

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 3.4 – Retrait du groupement

Sous réserve du respect des engagements pris et des commandes émises dans le cadre du marché ou de l'accord-cadre en cours, chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant la publication de l'avis à la concurrence, par un simple courrier signé par le représentant de ce membre à Montpellier Méditerranée métropole, en tant que coordinateur du groupement.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution du marché ou de l'accord-cadre, il ne prend effet qu'à la fin de la période d'exécution dudit contrat ou de la période en cours pour les marchés reconductibles.

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

Article 3.5 – Dispositions financières

La mission de coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité, de procédure et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné, soit en l'espèce Montpellier Méditerranée métropole.

Article 4 – Durée de la convention constitutive de groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à expiration du marché, périodes de reconduction comprises.

Article 5 - Modifications de la présente convention

Toute modification, y compris sa résiliation, sera réglée par avenant, approuvé dans les mêmes termes par l'ensemble des parties présentes à la convention. L'avenant ne prend effet qu'à compter de l'accord donné par l'ensemble des parties.

Article 6 - Résiliation de la présente convention

La présente convention de groupement pourra être résiliée par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles de l'ensemble de ses membres.

Cette résiliation sera sans effet sur les marchés notifiés au nom du groupement, dont l'exécution perdurera conformément à leurs dispositions particulières.

Article 7 - Litiges

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres du groupement sur sa démarche et son évolution.

Lorsque la passation et l'exécution d'un marché public ne sont pas menées dans leur intégralité au nom et pour le compte des acheteurs concernés, ceux-ci ne sont solidairement responsables que des opérations de passation ou d'exécution du marché public qui sont menées conjointement. Chaque acheteur est seul responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la convention constitutive pour les opérations dont il se charge en son nom propre et pour son propre compte.

Ainsi :

- les éventuels frais liés aux procédures précontentieuses et contentieuses relatives à l'exécution des marchés, seront pris en charge par chacun des membres, pour les contentieux et précontentieux qui leur seraient propres.
- en cas de contentieux commun, les frais de procédure seront répartis entre les membres à hauteur de leurs besoins respectifs, le coordonnateur effectuant l'appel de fonds correspondant auprès de chaque membre par émission d'un titre de recette.
- en cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, et hormis le cas où une faute avérée dans le cadre de l'exécution d'un marché serait imputable à un seul des membres du groupement qui serait identifié, le coordonnateur divise la charge financière par le nombre de membres concernés par la consultation ou le

marché litigieux. Pour ce faire un titre de recettes sera émis par le coordonnateur

Dans le cas d'une réclamation, d'un différend ou d'une controverse pouvant naître de la présente convention ou d'événements non prévus, chacune des parties accepte que tout litige soit réglé par voie amiable. Au cas où aucun accord ne pourrait être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier	Fait à Montpellier
Le.....	Le
Pour Montpellier Méditerranée métropole	Pour la Ville de Montpellier
Le Vice-président Joël RAYMOND	L'adjoint au Maire délégué Michel ASLANIAN